



# « Il faut entendre les Français »

**Thierry Saussez, patron du Service d'information du gouvernement (SIG), parle sondages et communication présidentielle.**

**A quoi sert le Service d'information du gouvernement ?**

► D'abord, à orchestrer les campagnes de communication - 105 en 2009 - en priorité celles sur la sécurité routière, l'environnement, la santé, mais aussi le RSA, les mesures de solidarité ou en faveur de l'emploi. Les Français approuvent très majoritairement ces campagnes, dont jamais, depuis plus de vingt ans, la visibilité n'a été si grande. Et nous avons réussi en 2009, conformément aux engagements du président, à doubler les investissements publicitaires de l'Etat dans la presse écrite. **Pourtant, le pouvoir semble obnubilé par les sondages : la commission d'enquête parlementaire sur ce sujet vous inquiète-t-elle ?**

► Pas du tout. Tout est transparent, notamment pour le Parlement, qui vote nos crédits, mais nous sommes bien sûr à la disposition des députés. Les sondages réalisés par le SIG ne représentent que 13 % de son budget. L'Elysée et Matignon ont souhaité très clairement que les outils soient rationalisés, les doublons éliminés et la dépense globale de sondages diminuée. Au SIG d'analyser

tout ce qui touche à l'action de l'exécutif, de suivre les annonces, les mesures et les réformes, de lancer des études lourdes sur des sujets comme la grippe A, le racisme, les nouvelles pratiques sur Internet, d'investir aussi sur des tests de nos campagnes pour utiliser au mieux l'argent public. A l'Elysée, avec ses propres marchés, de prendre en compte l'image du président de la République.

**N'est-ce pas gouverner par les sondages ?**

► Pas du tout, sinon il n'y aurait pas eu 80 réformes avec souvent, au début, des incompréhensions. Mais la démocratie repose sur le consentement des gouvernés. Il faut entendre les Français. D'abord, en allant sur le terrain : jamais un chef de l'Etat, un Premier ministre et un gouvernement ne se sont autant déplacés. Ensuite, en écoutant les parlementaires quand ils rentrent de leur circonscription. Enfin, c'est vrai, en ayant recours aux études et sondages, comme tous les gouvernements depuis trente ans.

**Le pouvoir n'a-t-il pas trop communiqué sur la grippe A ?**

► Non. 81 % des Français se sont déclarés bien informés

sur la grippe et le vaccin : chacun a pu se comporter en conscience. Nous avons refusé de dramatiser, de montrer des radios de poumons détruits par le virus ou des enfants en détresse respiratoire. Mais nous avons, il est vrai, sous-estimé la puissance du lobby antivaccinal, avec ses rumeurs de complot et ses inepties, décuplées par Internet. **Le président s'occupe-t-il des campagnes de communication ?**

► Non. Néanmoins, nos rencontres permettent de mettre la communication gouvernementale en harmonie avec le rythme présidentiel. Et nous y travaillons avec tout le réseau Elysée-Matignon-ministères.

**A quoi sert une émission comme celle du 25 janvier sur TF 1 ?**

► Il faut des moments de condensation pour parler à des millions de Français et mettre mesures et réformes en cohérence et en perspective.

**Nicolas Sarkozy, s'il se faisait plus rare, ne serait-il pas plus audible ?**

► Nous ne reviendrons pas au modèle ancien : un président arbitre, bouclier, à la parole rare. Non seule-

ment parce que Nicolas Sarkozy impose son style, mais parce que celui-ci correspond au monde d'aujourd'hui. Les problèmes sont tellement liés que le pouvoir n'use que celui qui ne s'en sert pas. Tout va trop vite pour s'abriter. Regardez Internet : ce qui n'est pas une information le devient après vingt-quatre heures de buzz. Aujourd'hui, le général de Gaulle parlerait sur le Net. **Le président ne doit-il pas changer son message ?**

► Ne vous laissez pas intoxiquer par les indices de popularité, qui jouent au yo-yo tant les médias en publient. L'essentiel, c'est la légitimité. On ne change pas de message lorsqu'on incarne la volonté de réformer, l'aptitude à présider, la « regradation » de la France dans le monde. **Quitterez-vous votre poste, comme vous le disiez, en 2010 ?**

► J'ai quitté le privé pour servir l'Etat tout en sachant que ma mission serait temporaire. Mon seul souci pour l'heure est d'honorer la confiance du président de la République et du Premier ministre.

● PROPOS RECUEILLIS PAR  
CHRISTOPHE BARBIER

